



DÉPARTEMENT DE LA MANCHE

COMMUNE D'OMONVILLE-LA-PETITE

PLAN LOCAL D'URBANISME

PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Plan Local d'Urbanisme approuvé par Délibération du Conseil Municipal le :

30 juin 2014

Modifications / Révisions	



URBA2D - Éric BECET - 15 rue de la Houle - 50400 GRANVILLE - 06 04 18 29 89

**I – RAPPEL DES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ÉTAT ET DES ENJEUX DE
« L'URBANISME DURABLE ». 7**

- A – Gestion économe de l'espace, des continuités urbaines, agricoles et écologiques. 7
- B – Continuités et identité paysagère. 7
- C – Privilégier les modes de déplacements alternatifs. 7
- D – Respect du dispositif de la Loi « Littoral ». 7
- E – Prendre en compte les dispositions supracommunales. 7

II – DÉFINITION DU PROJET 9

- A – Paysage. 9
 - 1 – Préserver les Espaces Naturels Remarquables. 9
 - 2 – Préserver le bocage. 9
- B – Habitat. 9
 - 1 – Synthèse de la prospection démographique. 9
 - 2 – Propositions spatialisées. 10
- C – L'activité économique et agricole. 10
 - 1 – Synthèse des enjeux spécifiques. 10
 - 2 – Propositions. 10
 - 3 – L'agriculture. 10
 - 4 – Le numérique. 11
- D – Déplacements. 11
 - 1 – Synthèse des enjeux spécifiques. 11
 - 2 – Déplacements doux. 11
- E – Le Développement Durable. 11

INTRODUCTION.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du territoire de la commune d'Omonville-la-Petite doit lui permettre de poursuivre son développement tout en assurant la protection de son patrimoine bâti, de ses espaces agricoles et naturels.

Ce PADD doit respecter les dispositions supracommunales et donc l'ensemble du dispositif législatif et réglementaire qui s'appliquent sur le territoire communal : la Loi « Littoral », le Schéma de Cohérence Territoriale du Cotentin, les zones submersibles, le SDAGE Seine-Normandie.

Les objectifs sont les suivants :

- 1) Définition d'une politique harmonieuse de développement ;**
- 2) Respect des paysages et de la ruralité des lieux ;**
- 3) Préservation d'un cadre de vie agréable ;**
- 4) Réponses aux besoins en matière de logement par la définition de projets structurés et intégrés à l'urbanisation déjà existante.**

Ces objectifs sont mis en place dans une démarche d'aménagement durable du territoire et prennent donc en compte la volonté de :

- 1) Favoriser la mixité urbaine et sociale ;**
- 2) Préserver les ressources naturelles, les paysages et la biodiversité ;**
- 3) Préserver la qualité de l'espace littoral ;**
- 4) Développer un système de déplacement alternatif et sécurisé dans le centre bourg.**

I — RAPPEL DES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ÉTAT ET DES ENJEUX DE « L'URBANISME DURABLE ».

A — Gestion économe de l'espace, des continuités urbaines, agricoles et écologiques.

Pour mieux préserver les ressources du milieu naturel et agricole, les politiques publiques de l'État préconisent la maîtrise de l'étalement urbain au bénéfice du renouvellement urbain et de la densification urbaine.

Ainsi, dans le cadre d'une extension urbaine, l'urbanisation doit se réaliser en continuité de l'urbanisation déjà existante, sans accroître le mitage.

Les grandes continuités agricoles, bocagères ou ouvertes, doivent être préservées de toute urbanisation pouvant mettre en péril les bonnes pratiques agricoles et l'exploitation des sols. Il n'est donc plus possible de scinder ces espaces agricoles par la réalisation de nouveaux bâtiments créant un mitage, d'étendre les « écarts ».

Il en est de même pour les continuités naturelles. La préservation de la biodiversité doit aboutir à la conservation des continuités biologiques. Les corridors écologiques doivent être protégés. Il s'agit là de définir les trames vertes et bleues à l'échelle de la commune et en cohérence avec celles définies dans les documents supracommunaux.

B — Continuités et identité paysagère.

La politique publique en matière de paysage préconise notamment la préservation des paysages emblématiques et la création de paysages contemporains de qualités.

Dans ce cadre, l'extension urbaine devra se faire dans la cohérence de la structure paysagère élargie et former une composition paysagère identifiable et de qualité, intégrant l'ensemble des composants du territoire communal : reliefs, voiries, occupations du sol, végétation, bâti.

La prise en compte des usages actuels ou potentiels permet la préservation ou l'amélioration du cadre de vie des habitants de la commune.

C — Privilégier les modes de déplacements alternatifs.

Les modes de déplacements alternatifs, c'est-à-dire des piétons et des cyclistes, en remplacement au tout voiture et plus généralement aux modes de déplacements motorisés, doivent être mis en œuvre pour permettre des déplacements sécurisés dans le centre du bourg et dans la commune.

D — Respect du dispositif de la Loi « Littoral ».

Cette Loi interdit l'urbanisation dans la bande littorale des cent mètres non urbanisée, oblige à ce que les extensions d'urbanisation soient limitées en Espaces Proches du Rivage et que ces extensions se réalisent en continuité de l'urbanisation déjà existante ou en hameau nouveau intégré à l'environnement.

En outre, les espaces boisés les plus significatifs doivent être protégés, ainsi que les espaces remarquables et caractéristiques.

Les études menées par le SCOT du Cotentin doivent être la base du Plan Local d'Urbanisme en ce domaine, mais elles doivent être affinées, souvent à la parcelle.

E — Prendre en compte les dispositions supracommunales.

Il s'agit de prendre en compte le dispositif du Schéma de Cohérence Territorial du Cotentin, mais aussi le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Seine-Normandie ».

II – DÉFINITION DU PROJET

A – Paysage.

La démarche paysagère proposée cherche à concilier l'ensemble des attentes et volontés exprimées par la politique publique et les acteurs locaux dans une vision globale et à long terme du territoire. En effet, en inscrivant l'ensemble des projets de développement dans la structure spatiale du paysage, nous pensons qu'il est ainsi possible de concilier protection et développement, en parfaite harmonie avec la structure paysagère actuelle.

Les coupures d'urbanisation mentionnées dans le SCOT sont intégrées dans le dispositif du PLU et doivent être affinées pour préserver les corridors écologiques des vallées jusqu'à la mer.

Ces coupures d'urbanisation ne devront faire l'objet d'aucune exception et aucune forme d'urbanisation n'y sera possible.

1 – Préserver les Espaces Naturels Remarquables.

Il s'agit de préserver la qualité paysagère des vallées, qui doivent être protégées de toute nouvelle urbanisation pouvant engager une détérioration de la qualité du paysage.

Il est aussi indispensable de ne pas urbaniser les espaces rétrolittoraux, formant la bande littorale des cent mètres.

Il en va de même de la préservation des écosystèmes, notamment marins, dont les deux zones Natura 2000 (Landes et Dunes de La Hague ; Côtes et Landes de La Hague), la ZNIEFF de type I (Anse de Saint-Martin) et l'espace soumis à arrêté de biotope (Cordons dunaires à chou marin).

Ces espaces forment en eux-mêmes un corridor écologique à conserver.

Les Espaces Naturels Remarquables bocagers forment une trame verte écologiquement riche où toute urbanisation nouvelle est exclue.

2 – Préserver le bocage.

La préservation du maillage bocager est une nécessité. En effet, cette préservation va permettre de conserver le cadre de vie paisible et rural d'Omonville-la-Petite.

Les haies et les murets qui ont un caractère patrimonial feront l'objet d'une préservation.

Il est préconisé de ne pas arracher les haies et supprimer les talus aux abords des cours d'eau, notamment lorsqu'il s'agit de haies plantées sur talus parallèles à ces cours d'eau.

Il conviendra aussi de conserver et protéger les haies perpendiculaires à la pente et les fossés drainants autour des hameaux pour permettre une bonne gestion des eaux pluviales.

La conservation des bois actuels est prévue, en particulier celui qui surplombe le Hameau de La Cannevière.

B – Habitat.

1 – Synthèse de la prospection démographique.

Les prévisions de population et de logements sont définies a priori pour la période de 2014 à 2024. Le recensement annuel 2011 donnait une population totale de 140 habitants. En 2013, Omonville-la-Petite comptait une population de 153 habitants.

La station d'épuration actuelle va être remplacée fin 2014 par une nouvelle STEP. Elle permettra de supporter les nouveaux effluents. Cette station est en phase de construction sur le territoire de la commune d'Omonville-la-Rogue.

Pour définir les enjeux d'une croissance modérée de la population, compatible avec les enjeux de territoire et la définition d'une gestion économe des sols au sein d'un espace contraint, la hausse de la population doit être mesurée et maîtrisée.

La projection démographique envisagée équivaldrait à une progression de dix à quinze nouveaux logements environ au cours des dix prochaines années, soit une progression de plus ou moins trente-cinq habitants, ce qui pourrait amener la population communale à environ 186 habitants à l'horizon 2024.

Environ un hectare de surface disponible devrait être suffisant pour permettre à cette projection démographique de se réaliser.

2 – Propositions spatialisées.

a – Densifier et réhabiliter l'urbanisation existante.

L'urbanisation actuelle, même si elle correspond à de l'urbanisation ancienne, peut faire l'objet d'une certaine densification, par le comblement des dents creuses au sein de l'urbanisation déjà existante, mais aussi par une densification de la parcelle, un redécoupage foncier. Il s'agit là d'une densification exclusive du centre bourg.

Des opérations de réhabilitation de logements anciens dans les hameaux significatifs au sens de la Loi « Littoral » pourront être mises en œuvre.

b – Préserver le patrimoine.

La préservation de la qualité architecturale, des alignements sur rue et du gabarit des constructions est une volonté de la commune, en relation avec une réelle préservation du patrimoine identitaire de la commune.

c – Créer de nouveaux espaces d'habitat.

L'habitat nouveau devra être cohérent avec la volonté communale d'augmenter la population dans des proportions raisonnables et durables. Les typologies de logements devront donc permettre d'offrir à toutes les catégories de population la possibilité de venir habiter à Omonville-la-Petite. Ainsi, le parti d'aménagement prévu dans le futur lotissement devra répondre à ce principe.

La commune souhaite permettre un réel parcours résidentiel par des opportunités de logements différenciées.

Les terrains disponibles sont regroupés exclusivement dans le bourg.

C – L'activité économique et agricole.

1 – Synthèse des enjeux spécifiques.

Omonville-la-Petite ne possède pas d'artisans locaux, mais dispose sur le plateau de l'entreprise AREVA NC et de zones artisanales importantes situées à proximité immédiate, dans la commune de Digulleville.

2 – Propositions.

La commune d'Omonville-la-Petite n'a pas vocation à accueillir de zone d'activité, mais des artisans locaux pourront venir s'installer ponctuellement, si leurs activités sont compatibles avec le voisinage de l'habitat.

Toutefois, la commune, par le biais de la Communauté de Communes de La Hague, souhaite participer au développement économique du territoire dont elle dépend.

Le tourisme est un des points forts de l'économie locale et la commune dispose d'attraits indéniables. Il serait intéressant de mieux baliser les chemins sur l'ensemble de la commune, comme cela a été fait pour celui qui part du centre du bourg et va vers la maison « Prévert ».

3 – L'agriculture.

L'activité agricole et les espaces forestiers occupent actuellement 69 % de la superficie de la commune (76 % en décomptant le site d'AREVA NC) et se positionne comme une de ses principales activités économiques.

Cette activité contribue à la structuration des paysages et participe à l'identité rurale de la commune.

Les exploitations agricoles d'Omonville-la-Petite doivent être en mesure de fonctionner durablement sans que leur pérennité soit remise en cause par le développement urbain de la commune.

Il convient alors d'éviter les risques de fragilisation de l'activité agricole par une consommation excessive des espaces agricoles et par une atteinte au bon fonctionnement des exploitations.

Cela se traduit par la volonté de :

- Maintenir l'activité agricole ;
- Préserver les grandes continuités agricoles ;
- Faciliter la circulation et les accès agricoles sur le territoire de la commune ;
- Éviter, dans les espaces agricoles et à proximité des sièges d'exploitation, les implantations de constructions autres que celles nécessaires à l'activité agricole.

4 — Le numérique.

Passage de fourreaux dans le cadre du développement de la communication numérique dans tous les projets d'urbanisation et d'aménagement. L'aménagement numérique est aussi un moteur d'installation des entreprises ou des professions libérales dans les territoires.

D — Déplacements.

1 — Synthèse des enjeux spécifiques.

Il existe de nombreux chemins piétons dans la commune, mais il s'agit plutôt de chemins de randonnée.

2 — Déplacements doux.

Il conviendrait alors d'améliorer les déplacements alternatifs dits « doux » entre les différents hameaux de la commune et le bourg.

Les sentiers piétonniers pourraient être davantage mis en valeur, ce qui pourrait permettre la mise en place de réels déplacements alternatifs au tout voiture, entre les différents hameaux de la commune, jusqu'au bourg.

E — Le Développement Durable.

Le Développement Durable est défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Ainsi, il sera indispensable de prendre en compte le projet AREVA NC de création de deux chaudières à bois en remplacement de trois chaudières à fioul d'ici à 2013. Ce projet se réaliserait sur des terrains appartenant déjà à l'usine AREVA NC.

1. Avoir une attitude durable dans le développement de la commune, sobre en ressources naturelles.

2. Énergie : réduire la demande énergétique et limiter les Gaz à Effet de Serre (GES).

- ✓ Réduction de la demande énergétique pesant sur les infrastructures collectives (par des travaux de réhabilitation, des politiques volontaristes, des dispositifs techniques innovants.)
- ✓ Augmentation du niveau de performance énergétique des équipements futurs.
- ✓ Constructions nouvelles de qualité pour la réduction des GES.
- ✓ Utilisation du Schéma Départemental pour le Solaire et l'Éolien.

3. Eau : Protéger la ressource en eau.

- ✓ Gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des sols, en favorisant le stockage des eaux de pluie pour l'arrosage

espaces verts collectifs (ralentir le ruissellement des eaux pluviales, créer des fossés et des haies, aménager des bassins de rétention).

- ✓ Protection des captages existants.
- ✓ Urbanisation interdite dans les zones potentiellement soumises aux inondations, marais et espaces remarquables.
- ✓ Préservation des milieux naturels et notamment ceux de la trame verte et bleue et des corridors écologiques attenants.

4. Déchets : Favoriser la collecte et le tri des déchets.

- ✓ Confortement de la « filière collective ».
- ✓ Adéquation entre la capacité de collecte et de traitement et les projets de développement.
- ✓ Anticipation des modalités de collecte, prévision des emplacements accessibles et limitation des nuisances (dépôts, collectes, aménagement des voies, intégration des emplacements.)
- ✓ Prise en compte impérative de ces problématiques par les aménageurs (ZA, lotisseurs.)

50385 - OMONVILLE-LA-PETITE

Préserver les Espaces Naturels Remarquables.



- Le littoral.



- Les vallées.



- Les espaces boisés.

Préserver le bocage.



Conforter les coupures d'urbanisation.



Développer les déplacements doux.



Valoriser les chemins de randonnée.



Maison « Prévert »



Protéger l'activité agricole.



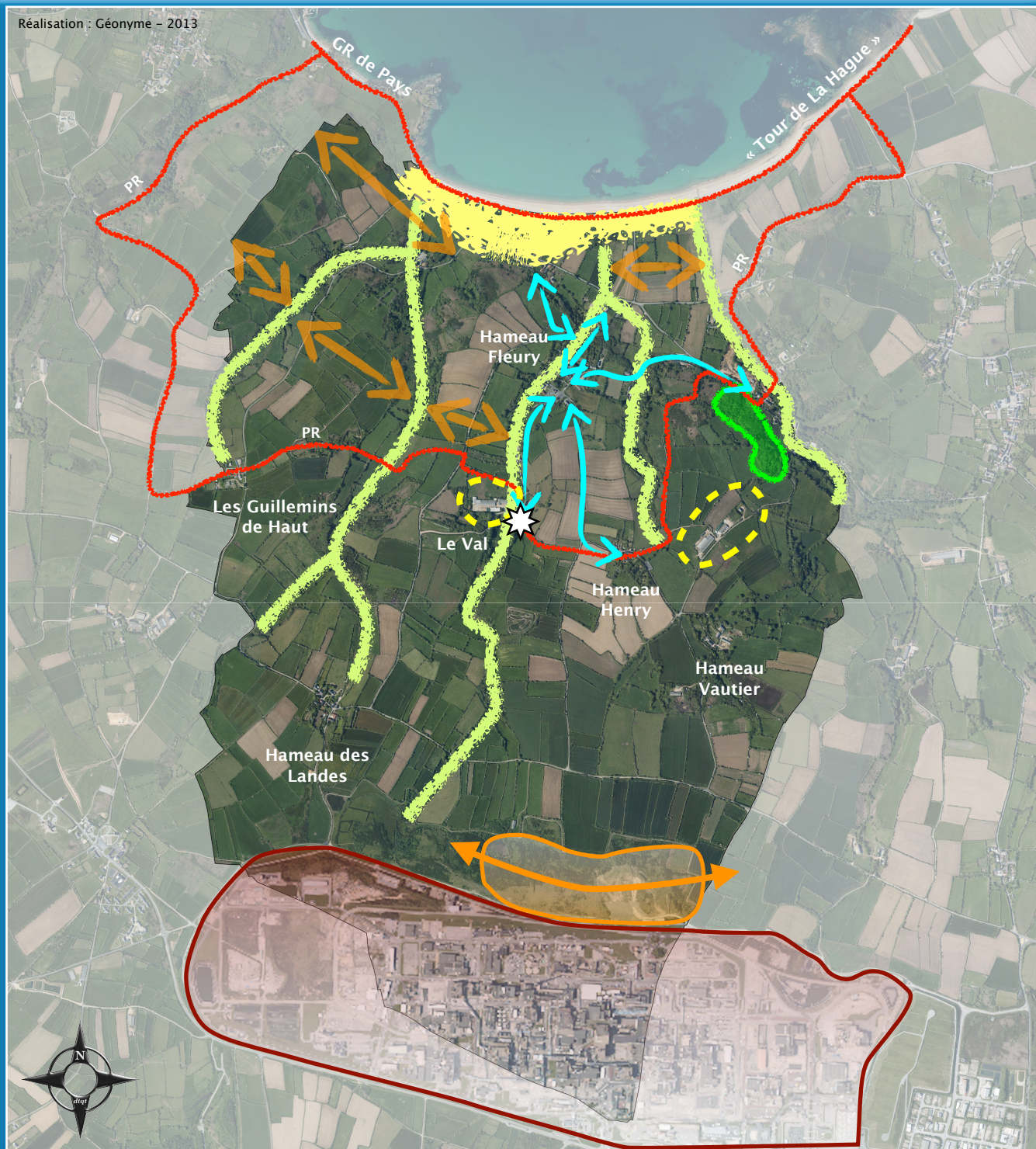
AREVA NC



- Projet de chaudières.

Sources : BDORTHO® ©IGN-2013 - BDTOPPO® ©IGN-2013

Réalisation : Géonyme - 2013



50385 - OMONVILLE-LA-PETITE

Densifier et réhabiliter l'urbanisation existante.



Préserver le patrimoine identitaire.



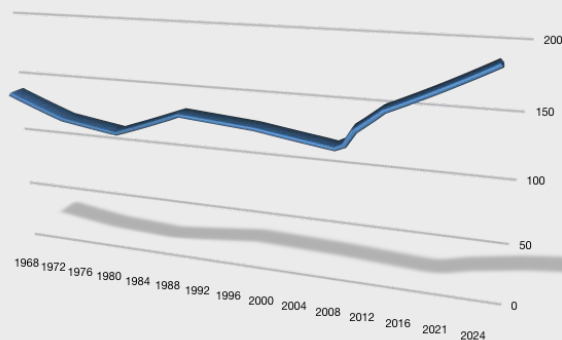
Créer de nouveaux espaces d'habitat.



Développer les déplacements doux.

Projection démographique.

OMONVILLE-LA-PETITE - PROJECTION DÉMOGRAPHIQUE 2014-2024



Sources : BDORTHO® ©IGN-2013 - BDTOPO® ©IGN-2013
RP2009 © INSEE

